

A. — Epreuves techniques (coefficient 6) :  
 Une démonstration technique (coefficient 3) ;  
 Un parcours chronométré (coefficient 2) ;  
 Une épreuve pratique d'orientation (coefficient 1).

B. — Epreuves de connaissances générales (coefficient 6) :  
 Deux épreuves écrites portant sur :  
 a) Les fondements physiologiques de l'entraînement et de la pratique du ski nordique de fond (durée : deux heures ; coefficient 2) ;  
 b) Des notions de législation du travail (durée : une heure ; coefficient 1).

Trois épreuves orales portant sur :  
 a) Les règlements des compétitions de ski de fond (coefficient 1) ;  
 b) Les structures d'accueil et d'animation (coefficient 1) ;  
 c) L'organisation et la conduite d'un raid nordique et les connaissances météorologiques (coefficient 1).

Une épreuve orale facultative de langue anglaise ou allemande au choix du candidat (coefficient 1).  
 Pour cette épreuve, seuls seront pris en compte les points obtenus au-dessus de la moyenne.

C. — Epreuves pédagogiques (coefficient 4) :  
 Préparation, et conduite d'une séance d'entraînement (coefficient 2) ;  
 Préparation et conduite d'une leçon collective (coefficient 2).

Art. 10. — Les épreuves de l'examen pour l'obtention de la qualification entraînement du deuxième degré se déroulent à l'école nationale de ski de fond et de saut et comprennent des épreuves écrites et des épreuves orales.

A. — Epreuves écrites (coefficient 4) :  
 Détermination des objectifs en matière de développement du ski nordique de fond : prévision et planification (durée : deux heures ; coefficient 2) ;  
 Evolution de la technique de compétition (durée : deux heures ; coefficient 1) ;  
 Préparation physique (durée : deux heures ; coefficient 1) ;

B. — Epreuves orales (coefficient 5) :  
 Connaissance des problèmes matériels spécifiques à la compétition (coefficient 1) ;  
 Aptitude à l'observation critique d'un coureur en action (coefficient 1) ;  
 Pédagogie de l'entraînement (coefficient 1) ;  
 Présentation d'un dossier et entretien avec le jury (durée : trente minutes ; coefficient 2).

Art. 11. — Les épreuves de l'examen pour l'obtention de la qualification saut à ski du deuxième degré se déroulent à l'école nationale de ski de fond et de saut et comprennent des épreuves écrites et des épreuves orales.

A. — Epreuves écrites (coefficient 4) :  
 Détermination des objectifs en matière de développement du saut à ski : prévision et planification (durée : deux heures ; coefficient 2) ;  
 Evolution de la technique de compétition (durée : deux heures ; coefficient 1) ;  
 Préparation physique (durée : deux heures ; coefficient 1).

B. — Epreuves orales (coefficient 6) :  
 Connaissance des problèmes matériels spécifiques à la compétition (coefficient 1) ;  
 Aptitude à l'observation critique d'un sauteur en action (coefficient 2) ;  
 Pédagogie de l'entraînement (coefficient 1) ;  
 Présentation d'un dossier et entretien avec le jury (durée : trente minutes ; coefficient 2).

Art. 12. — Les épreuves de l'examen du troisième degré (Expert) se déroulent à l'école nationale de ski de fond et de saut et comprennent des épreuves écrites, des épreuves orales et la présentation et la soutenance d'un mémoire.

A. — Epreuves écrites (coefficient 5) :  
 Biologie appliquée à l'entraînement (durée : trois heures ; coefficient 2) ;  
 Détermination des objectifs en matière de développement du ski nordique de fond : prévision et planification (durée : deux heures ; coefficient 1) ;  
 Gestion et économie (durée : une heure ; coefficient 1) ;  
 Rédaction d'un communiqué de presse (durée : une heure ; coefficient 1)

B. — Epreuves orales (coefficient 3) :  
 Interrogation portant sur le milieu de la compétition (coefficient 1) ;  
 Commentaire d'un document éventuellement audio-visuel (coefficient 1) ;  
 Langue vivante anglaise ou allemande (coefficient 1).

C. — Présentation et soutenance d'un mémoire (coefficient 2).

Art. 13. — Les programmes des épreuves faisant l'objet des articles 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 ci-dessus sont annexés au présent arrêté (1).

(1) Les annexes feront l'objet d'une publication particulière du secrétariat d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports).

## TITRE IV

## Jurys des examens.

Art. 14. — Les jurys chargés d'examiner les candidats aux examens de l'option Ski nordique de fond du brevet d'Etat de ski sont composés des personnes suivantes, désignées par le ministre chargé des sports :

## 1° Examen probatoire :

Le directeur régional de la jeunesse et des sports ou son représentant, président ;

Le président du comité régional de la fédération française de ski ou son représentant ;

Un représentant de l'organisation professionnelle la plus représentative ;

Un ou plusieurs techniciens qualifiés.

## 2° Examens des premier, deuxième et troisième degrés :

Le représentant du ministre chargé des sports, président ;

Le directeur technique de l'école nationale de ski de fond et de saut ou son représentant ;

Deux professeurs de l'école nationale de ski de fond et de saut ;

Deux représentants de la fédération française de ski ;

Un contrôleur de l'enseignement du ski.

Deux représentants des organisations professionnelles les plus représentatives ;

Un ou plusieurs techniciens titulaires du brevet d'Etat de ski (option Ski nordique de fond) du degré au moins correspondant à celui de l'examen considéré.

Pour l'examen en vue de l'obtention de la qualification ski alpin, les deux professeurs de l'école nationale de ski de fond et de saut prévus au jury ci-dessus sont remplacés par deux professeurs de l'école nationale de ski et d'alpinisme.

Seuls les membres du jury titulaires du brevet d'Etat de ski (option Ski nordique de fond) du degré au moins correspondant à celui de l'examen considéré sont habilités à juger les épreuves techniques.

## TITRE V

## Dispositions générales.

Art. 15. — Les épreuves des examens faisant l'objet du présent arrêté sont notées de 0 à 20. Toute note égale ou inférieure à 6 sur 20 à une épreuve quelconque peut être déclarée éliminatoire après délibération du jury.

Art. 16. — Le candidat est déclaré définitivement admis lorsqu'il a obtenu pour l'ensemble des épreuves de chaque examen une moyenne égale ou supérieure à 10 sur 20.

Art. 17. — En aucun cas, un candidat ne peut se présenter à plus d'une session par an.

Art. 18. — Sur proposition des jurys, le ministre chargé des sports arrête la liste des candidats définitivement admis aux examens de l'option Ski nordique de fond de la formation spécifique du brevet d'Etat de ski.

Art. 19. — A titre transitoire et jusqu'à la date du 15 novembre 1978, les épreuves de l'examen de formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne pourront être subies après celles de l'examen probatoire et de l'examen spécifique du premier degré (Moniteur) de l'option Ski nordique de fond du brevet d'Etat de ski. Toutefois, pendant cette période, les candidats à l'examen probatoire devront être âgés de dix-huit ans au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen.

Art. 20. — La liste des diplômes figurant au tableau B annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé est complétée par les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degrés de l'option Ski nordique de fond du brevet d'Etat de ski créé par le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 susvisé.

Art. 21. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 3 décembre 1976.

JEAN-PIERRE SOISSON.

Formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Ski alpin)  
(1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> degré).

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne ;

Vu le décret n° 76-489 du 3 juin 1976 relatif à l'habilitation des fédérations sportives ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômés ouvrant droit à la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu le décret n° 76-884 du 23 septembre 1976 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

#### Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé l'option Ski alpin de la formation spécifique du brevet d'Etat de ski institué par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 76-556 du 17 juin 1976 susvisé.

Cette option comporte trois degrés :

Premier degré : Moniteur de ski alpin ;

Deuxième degré : Professeur de ski alpin ;

Troisième degré : Expert en ski alpin.

#### TITRE I<sup>er</sup>

##### Conditions d'exercice.

Art. 2. — L'option Ski alpin du premier degré (Moniteur) confère à son titulaire le droit :

D'enseigner le ski alpin sur les pistes aménagées et balisées de la classe « Accueil » jusqu'à la classe 3 incluse de la progression de l'enseignement du ski alpin définie par la commission consultative du ski ;

D'enseigner le ski nordique de fond dans les classes « Accueil » et III de la progression de l'enseignement du ski nordique de fond définie par la commission consultative du ski, sous réserve qu'il soit titulaire de la qualification Ski nordique de fond prévue à l'article 6 ci-après.

Dans ces conditions, le droit d'enseigner est limité à cinq années prorogées, le cas échéant, de la durée du service national actif. A l'issue de cette période, le droit de continuer à enseigner sera accordé aux moniteurs qui auront suivi un stage de formation continue assuré par des organismes habilités par le ministre chargé des sports.

L'option Ski alpin du deuxième degré (Professeur) confère à son titulaire le droit :

D'enseigner le ski alpin sous toutes ses formes, y compris hors des pistes balisées, à l'ensemble des classes de la progression de l'enseignement du ski alpin définie par la commission consultative du ski ;

De conduire des élèves dans des excursions hors des pistes. Toutefois, son activité ne peut s'exercer sur des terrains nécessitant pour la progression l'utilisation du matériel d'alpinisme (piolet, cordes, crampons), et notamment sur des zones glaciaires non balisées ;

D'exercer des fonctions de haute qualification au niveau régional, caractérisées par des actions en faveur de la masse, de l'élite et de la formation des cadres.

L'option Ski alpin du troisième degré (Expert) confère à son titulaire le droit d'exercer des fonctions de direction, de coordination et d'enseignement au niveau national.

#### TITRE II

##### Conditions et formalités d'inscription.

Art. 3. — Les candidats à l'examen du premier degré (Moniteur) de l'option créée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté doivent, lors de leur inscription, avoir subi avec succès un examen probatoire dans les conditions fixées aux articles 4 et 5 ci-après. Toutefois, les personnes possédant l'un des titres figurant à l'annexe I du présent arrêté sont dispensées de cet examen probatoire (1).

Les candidats à l'examen du deuxième degré (Professeur) de l'option créée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté doivent être titulaires du premier degré (Moniteur) depuis deux ans au moins et avoir exercé à ce titre pendant six semaines au moins.

Les candidats à l'examen du troisième degré (Expert) de l'option créée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté doivent être titulaires du deuxième degré (Professeur) depuis quatre ans au moins.

Art. 4. — Pour faire acte de candidature à l'examen probatoire prévu à l'article 3 ci-dessus, les intéressés doivent adresser au directeur départemental de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile, deux mois au moins avant la date de l'examen, un dossier comprenant les pièces suivantes :

Une demande d'inscription rédigée sur papier de format normalisé 21 x 29 ;

Une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'attestation de réussite à l'examen de formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne prévue à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 juin 1976 susvisé ;

(1) Cette annexe, ainsi que celles concernant le programme et les modalités de déroulement des épreuves des examens concernés, feront l'objet d'une publication particulière du secrétariat d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie.

Un certificat médical d'aptitude fonctionnelle à la pratique et à l'enseignement du ski, datant de moins de trois mois ;

Une enveloppe affranchie portant le nom, le prénom et l'adresse du candidat.

En outre, le jour de l'examen, le candidat devra présenter une pièce d'identité avec photographie.

Pour faire acte de candidature à l'examen du premier degré de l'option Ski alpin, les intéressés doivent adresser au directeur départemental de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile, deux mois avant la date de l'examen, un dossier comprenant les pièces suivantes :

1° Une demande d'inscription sur la liste des candidats à l'examen du premier degré, rédigée sur papier de format normalisé 21 x 29, accompagnée du montant du droit d'examen en timbres fiscaux ;

2° Deux enveloppes affranchies portant le nom, le prénom et l'adresse du candidat ;

3° Deux photos d'identité ;

4° Une fiche individuelle d'état civil datant de moins de trois mois ;

5° Un certificat médical d'aptitude fonctionnelle à la pratique et à l'enseignement du ski datant de moins de trois mois ;

6° Une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'attestation de réussite à l'examen probatoire prévu à l'article 3 ci-dessus, datant de moins de deux ans, délivrée par le directeur régional de la jeunesse et des sports du lieu de l'examen, ou, éventuellement, une copie ou une photocopie certifiée conforme de la pièce justificative du titre sportif permettant au candidat de bénéficier de la dispense de l'examen probatoire susvisé.

Pour l'examen du deuxième degré, les candidats doivent compléter leur dossier avec une copie ou une photocopie certifiée conforme du brevet d'Etat de ski (option Ski alpin, premier degré (Moniteur)).

Pour l'examen du troisième degré, les candidats doivent compléter leur dossier avec une copie ou une photocopie certifiée conforme du brevet d'Etat de ski (option Ski alpin, deuxième degré (Professeur)).

#### TITRE III

##### Nature des épreuves du premier degré.

Art. 5. — Les épreuves de l'examen probatoire organisées par les directions régionales de la jeunesse et des sports comprennent :

Une descente tous terrains, toutes neiges (coefficient 1) ;

Une descente libre (coefficient 1) ;

Un slalom géant (coefficient 1).

Chaque épreuve est notée sur 20 points.

Pour être admis à l'examen probatoire, les candidats doivent avoir obtenu un total de 30 points.

Art. 6. — L'examen du premier degré (Moniteur) comprend :

A. — Des épreuves techniques (coefficient 14) :

Virage vers l'aval skis parallèles (coefficient 3) ;

Virage stem (coefficient 2) ;

Godille (coefficient 2) ;

Trace directe quatrième degré (coefficient 2) ;

Descente libre (coefficient 3) ;

Slalom spécial (coefficient 2).

B. — Des épreuves pédagogiques (coefficient 13) :

Deux épreuves orales portant sur la pédagogie théorique :

a) Aptitude à l'observation et à l'étude critique d'un mouvement (coefficient 3) ;

b) Aptitude à la démonstration d'un mouvement (coefficient 3).

Une épreuve de pédagogie pratique consistant en la préparation et la conduite d'une leçon collective (coefficient 4) ;

Une épreuve écrite (durée : deux heures) portant sur :

L'enseignement du ski aux enfants, aux adolescents ou aux adultes à partir d'une situation pédagogique (coefficient 1) ;

La préparation d'une séance ou l'établissement d'une progression (coefficient 1) ;

La technique du ski et l'analyse du mouvement (coefficient 1).

C. — Des épreuves de connaissances générales appliquées au ski (coefficient 3) :

Une épreuve écrite portant sur la réglementation relative à la profession et sur la réglementation relative à la sécurité (durée : une heure) (coefficient 1).

Une épreuve orale portant sur :

Le matériel et l'équipement du skieur (coefficient 1) ;

L'organisation et les règlements des compétitions (coefficient 1).

D. — Des épreuves de qualification ski nordique de fond (coefficient 8) :

Techniques :

Démonstration des pas de base (coefficient 2) ;

Parcours technique court (coefficient 2).

## Pédagogiques orales et pratiques :

## Deux épreuves orales portant sur la pédagogie théorique :

- a) Connaissance du matériel, du fartage, du traçage des pistes (coefficient 1) ;
- b) Eléments de préparation physique spécifique au ski de fond ; règles de marche, de conduite et de sécurité d'un groupe à ski de fond (coefficient 1).

Une épreuve de pédagogie pratique consistant en la préparation et la conduite d'une leçon collective (coefficient 2).

En outre, les candidats pourront demander à subir une épreuve orale de langue vivante étrangère facultative. Pour cette épreuve, seuls seront pris en compte les points obtenus au-dessus de la moyenne (coefficient 1).

## TITRE IV

## Jurys des examens.

Art. 7. — Les jurys des examens de l'option Ski alpin du brevet d'Etat de ski sont composés des personnes suivantes, désignées par le ministre chargés des sports :

## 1° Examen probatoire :

Le directeur régional de la jeunesse et des sports ou son représentant, président ;  
Deux représentants de la fédération française de ski ;  
Deux représentants des organisations professionnelles les plus représentatives ;  
Deux professeurs de l'école nationale de ski et d'alpinisme ;  
Un contrôleur de l'enseignement du ski.

## 2° Examen du premier degré :

Le représentant du ministre chargé des sports, président ;  
Le directeur de l'école nationale de ski et d'alpinisme ou son représentant ;  
Deux professeurs de l'école nationale de ski et d'alpinisme ;  
Deux professeurs de l'école nationale de ski de fond et de saut pour les épreuves de la qualification ski nordique de fond ;  
Deux représentants de la fédération française de ski ;  
Deux représentants des organisations professionnelles les plus représentatives ;  
Une ou plusieurs personnes titulaires du brevet d'Etat de ski (option Ski alpin) du premier degré au moins ou d'un diplôme reconnu équivalent ;  
Eventuellement, un professeur spécialiste pour chaque langue vivante étrangère choisie au titre de l'épreuve orale facultative.  
Seuls les membres du jury titulaires du brevet d'Etat de ski (option Ski alpin) du premier degré au moins ou d'un diplôme reconnu équivalent sont habilités à juger les épreuves techniques.

## TITRE V

## Dispositions générales.

Art. 8. — Les épreuves de l'examen du premier degré (Moniteur) de l'option Ski alpin du brevet d'Etat de ski sont notées de 0 à 20.

Art. 9. — Pour être déclarés admis à l'examen susvisé, les candidats doivent avoir obtenu :

- 1° Une moyenne au moins égale à 10 sur 20 à l'ensemble des groupes d'épreuves A, B et D prévues à l'article 6 ci-dessus ;
- 2° Un total d'au moins 380 points pour l'ensemble des groupes d'épreuves A, B, C et D prévues à l'article 6 ci-dessus.

Art. 10. — En aucun cas, un candidat ne peut se présenter à plus d'une session par an.

Art. 11. — Sur proposition des jurys, le ministre chargé des sports arrête la liste des candidats définitivement admis à l'examen du premier degré de l'option Ski alpin de la formation spécifique du brevet d'Etat de ski.

Art. 12. — A titre transitoire et jusqu'à la date du 15 novembre 1978, les épreuves de l'examen de formation générale commune aux métiers sportifs de la montagne pourront être subies après celles de l'examen probatoire et de l'examen spécifique du premier degré (Moniteur) de l'option Ski alpin du brevet d'Etat de ski. Les candidats à l'examen probatoire devront être âgés de dix-huit ans au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen. Pendant la période susvisée, ils devront compléter leur dossier de candidature avec une fiche individuelle d'état civil datant de moins de trois mois.

Art. 13. — La liste des diplômes figurant au tableau B annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 est complétée par le premier degré de l'option Ski alpin du brevet d'Etat de ski créé par le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 susvisé.

Art. 14. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 17 décembre 1976.

JEAN-PIERRE SOISSON.

SECRETARIAT D'ETAT  
AUX POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

## Administration centrale.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications en date du 3 février 1977, M. Billard (Michel), administrateur de 1<sup>re</sup> classe des postes et télécommunications, est, à compter du 31 mai 1976, détaché pour une période maximum de deux ans dans un emploi de directeur départemental des postes et chargé de la direction départementale des postes du Jura.

Pendant cette période, l'intéressé accomplira l'obligation de mobilité prévue par l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 72-555 du 30 juin 1972.

## Services extérieurs.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications en date du 21 janvier 1977, M. Robert (Jacques), directeur départemental des postes détaché dans un emploi d'administrateur hors classe, a été nommé et titularisé directeur régional des postes et maintenu dans cette même position de détachement à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1976.

## SECRETARIAT D'ETAT AUX ANCIENS COMBATTANTS

Concours pour le recrutement de secrétaires administratifs  
des services extérieurs.

Par arrêté du secrétaire d'Etat aux anciens combattants et du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, en date du 3 février 1977, sans préjudice des réserves d'emplois faites en application des législations relatives aux emplois réservés et aux travailleurs handicapés, l'ouverture de concours pour le recrutement de cinquante-quatre secrétaires administratifs dans les services extérieurs du secrétariat d'Etat aux anciens combattants est autorisée au cours du deuxième semestre de l'année 1977.

Les postes sont répartis par moitié entre les deux concours. Les postes qui n'auront pu être attribués au titre des réserves d'emplois pourront être ajoutés aux contingents d'emplois mis aux concours.

Un arrêté du secrétaire d'Etat aux anciens combattants fixera la date et les modalités des épreuves.

NOTA. — Tous renseignements peuvent être obtenus auprès du secrétariat d'Etat aux anciens combattants (direction de l'administration générale, bureau du personnel des services extérieurs), 37, rue de Bellechasse, 75700 Paris.

## SECRETARIAT D'ETAT A LA CULTURE.

## Budget du centre national des lettres.

Par arrêté du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et du secrétaire d'Etat à la culture en date du 28 janvier 1977, les prévisions de recettes et de dépenses du budget du centre national des lettres pour l'exercice 1977 sont arrêtées à la somme nette de 28 928 145 F.

## Budget du musée Gustave-Moreau.

Par arrêté du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et du secrétaire d'Etat à la culture en date du 31 janvier 1977, les prévisions de recettes et de dépenses du budget du musée Gustave-Moreau pour 1976 sont augmentées d'une somme de 17 570 F.

Par arrêté du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et du secrétaire d'Etat à la culture en date du 31 janvier 1977, les prévisions de recettes et de dépenses du budget du musée Gustave-Moreau sont arrêtées à la somme de 116 250 F pour l'exercice 1977.